

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté
française du 25 janvier 2007 portant nomination des
membres de la commission centrale de réaffectation des
centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés**

A.Gt 24-09-2015

M.B. 21-10-2015

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, tel que modifié les 14 novembre 2002, 8 mai 2003, 17 juillet 2003, 3 mars 2004, 4 mai 2005, 14 juillet 2006, 2 février 2007, 8 mars 2007, 13 décembre 2007, 30 avril 2009, 8 juillet 2010, 10 février 2011, 12 juillet 2012, et notamment l'article 78, § 1^{er};

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel des centres psycho-médico-sociaux libres subventionné affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2007 portant nomination des membres de la commission centrale de réaffectation des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française modifié par les arrêtés des 15 décembre 1998, 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009, 14 octobre 2010, 10 février 2011, 1^{er} juillet 2011, 24 octobre 2012 et 6 décembre 2012 et notamment l'article 69, § 1^{er}, 33^o,

Arrête :

Article 1^{er}. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2007 portant nomination des membres de la Commission de réaffectation des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, et tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2013, les mots «M. Donat WATTELET» sont remplacés par les mots «Mme Laurence CHANTRAINE»

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 24 septembre 2015.

La Directrice générale,
Mme L. SALOMONOWICZ

